



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation de la
carrière de matériaux alluvionnaires de la Société MGM Sablières Réunies sur le territoire des
communes de SAINT-RUSTICE, CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS et ONDES**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015 autorisant le renouvellement et l'extension de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société MGM Sablières Réunies sur le territoire des communes de SAINT-RUSTICE, CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS et ONDES pour une durée de vingt ans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2019 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société MGM Sablières Réunies sur le territoire des communes de SAINT-RUSTICE, CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS et ONDES ;

Vu la demande du 24 mai 2025 de la société MGM Sablières Réunies sollicitant la modification des conditions d'exploitation de la carrière qu'elle exploite sur le territoire des communes de SAINT-RUSTICE, CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS et ONDES ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 juillet 2025 ;

Considérant qu'au regard du dossier fourni à l'appui de la demande, les incidences de ce projet de modification des conditions d'exploitation ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires ;

Considérant que la demande susvisée ne constitue pas une modification notable ou substantielle de l'activité et qu'en conséquence, une nouvelle procédure d'autorisation ne s'avère pas nécessaire ;

Considérant qu'il convient, cependant, de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2019 susvisé afin d'acter la modification demandée ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant, le 24 juillet 2025, afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courrier électronique du 29 juillet 2025 dans laquelle il a fait part d'observations ;

Considérant qu'au vu de l'ampleur de la modification sollicitée et en application du dernier alinéa de l'article R. 181-45 susvisé, il n'y a pas lieu de recueillir l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, en formation spécialisée dite des carrières ;

Sur proposition du chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : La société MGM Sablières Réunies est tenue de respecter, pour les installations qu'elle exploite sur le territoire des communes de SAINT-RUSTICE, CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS et ONDES, les prescriptions suivantes qui modifient celles des arrêtés préfectoraux des 31 juillet 2015 et 28 juin 2019 susvisés.

Art. 2 : Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2019 susvisé et de l'article 17-3 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015 susvisé sont modifiées comme suit :

« Annuellement, l'exploitant reçoit au maximum 150 000 m³ de matériaux inertes provenant d'apports extérieurs issus des installations et chantiers voisins ».

Art. 3 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes ou leurs groupements intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien www.telerecours.fr, dans les cas et conditions prévus à l'article R. 414-6 du code de la justice administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairies de SAINT-RUSTICE, CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS et ONDES. Elle peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois. Les maires de ces communes font connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et les maires de SAINT-RUSTICE, CASTELNAU-D'ESTRÉTEFONDS et ONDES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MGM Sablières Réunies.

Fait à Toulouse, le 11 4 AOUT 2025

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

